

LA CHRONIQUE DU CEPED

Centre français sur la population et le développement

ISSN 1157-4186

Automne 1992, n° 7

■ POINTS DE VUE

Sous l'égide du Ministère de la Coopération et du Développement s'est tenu à Paris, en octobre 1992, un colloque qui a réuni quelques 500 personnes sur le thème «Jeunes, ville, emploi. Quel avenir pour la jeunesse africaine ?». Emile LE BRIS, président du Comité scientifique du colloque et Francis GENDREAU, membre de ce comité font ici part des réflexions que leur a inspirées cette confrontation d'idées.

JEUNES, VILLE, EMPLOI : UN DIFFICILE EXERCICE D'INTÉGRATION DE LA POPULATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Le récent colloque «Jeunes, ville, emploi» poursuivait les mêmes objectifs que l'importante conférence internationale qui s'était tenue en 1991 sur les problèmes de population en Afrique¹; il s'agissait de renouveler les cadres de réflexion pour une meilleure action et de concilier les exigences en apparence contradictoires de l'urgence et de la rigueur scientifique. Une matière, il est vrai exceptionnellement riche, a alimenté des débats passionnés.

Les jeunes ont littéralement fait irruption sur la scène urbaine africaine. Dans les grandes villes en croissance très rapide (doublement tous les dix ans depuis 1960), les moins de vingt cinq ans représentent les deux tiers de la population. Cette réalité démographique massive pose en des termes complètement inédits la question du changement social et politique.

Un thème bien choisi pour s'exercer à intégrer population et développement

Il est intéressant, à la suite de la Chaire Quételet de 1990 de tenter sur la triade jeune-ville-emploi, le difficile

¹/ cf La Chronique du CEPED n°3, automne 1991.

exercice d'intégration de la population et du développement.

Peu d'autres terrains, en Afrique, révèlent une aussi grande déconnexion entre la planification à très long terme des ressources humaines et les contraintes économiques et financières s'exerçant à court terme. Jamais, sans doute aussi, les responsables n'ont manifesté plus d'impuissance face au processus de décomposition urbaine et aux attentes d'insertion des jeunes générations, en particulier sur le marché du travail.

Les jeunes, de leur côté, vivent l'expérience urbaine avec dans la tête des représentations contradictoires. Synonyme de multitude et de solitude bienfaitrices, de joie de vivre et de plaisir, la ville prive aussi du confort psychologique de la tradition. Elle met à rude épreuve les équilibres subtils entre les générations et les sexes, simple transposition du milieu rural. Elle distend les «filets sociaux» de protection que constituent la famille et les groupes de solidarité. Jamais, sans doute, ces réseaux d'appartenance n'ont été plus sollicités. On attend de la ville le mélange et la redistribution du jeu social mais elle n'offre plus guère que l'expérience cruelle de l'échec de la modernité. Nul doute qu'une telle expérience n'abime les jeunes et ne favorise le développement d'une violence de moins en moins cantonnée dans ses expressions métaphoriques. Les innovations culturelles dont ces jeunes sont les porteurs enthousiastes (l'expérience «Set Sétal» de Dakar démontre bien leur extraordinaire force créatrice) ne sont pas assimilables à de simples dérivatifs du mal d'être mais leur vitalité ne doit pas non plus masquer une douloureuse perte d'identité.

Travailler sur une hypothèse de rupture historique

Les jeunes diplômés se constituent sous nos yeux en catégorie revendiquant un statut longtemps ignoré dans la ville africaine : celui de chômeur. Une telle «innovation» n'est que le produit du divorce aujourd'hui

CEPED
15, rue de l'École de Médecine
75270 Paris Cedex 06, France

Tél. : (1) 46 33 99 41
Fax : (1) 43 25 45 78

consommé entre des systèmes de formation inadaptés et un marché du travail «en peau de chagrin». Gardons-nous cependant de considérer comme cause de crise un tel dysfonctionnement des systèmes éducatifs: il n'en est que l'un des symptômes les plus visibles.

La délinquance juvénile est ancienne mais cette transgression des normes fait l'objet depuis peu d'une véritable «mise en discours» dont la tonalité générale est volontiers catastrophiste. Les formes de cette délinquance ont, il est vrai, changé avec l'apparition de nouvelles formes de criminalité et l'usage de drogues dures.

Sur le long chemin censé conduire de la formation à l'emploi, les modèles habituels de reproduction ont atteint leurs limites. L'emploi n'est plus garanti pour le jeune diplômé qui ne peut plus assumer son rôle dans le système complexe de redistribution clientéliste. Pire même, au sein du système communautaire, le jeune oisif entre en concurrence avec les vieux. Quant au secteur informel, soumis à une pression de plus en plus forte, il épuise les conditions de sa propre dynamique. Le degré de saturation auquel il est parvenu conduit en fait, à travers une surexploitation éhontée de la main d'oeuvre juvénile et les dérives spéculatives, à un véritable détournement de l'esprit d'initiative attaché à la notion même d'auto-emploi.

Des outils pour la prise de décision

Frappés dans leur entourage par les «dégraissages» brutaux de l'ajustement, les jeunes sont, de surcroît, les laissés pour compte des mesures sociales d'accompagnement. Dans les villes où l'argent est devenu un outil de reconnaissance sociale, il leur faut donc déployer des trésors d'ingéniosité pour échapper à l'exclusion. L'idée s'est naturellement formée de muer cet art de la «débrouille» en capacité auto-organisatrice. Peut-on vraiment attendre l'essentiel des solutions de la multiplication de ces micro-initiatives, même judicieusement accompagnées au plan économique et financier ? C'est peu probable et de plus en plus nombreux sont ceux qui n'envisagent pas de solution durable en dehors d'un retour à l'investissement étranger direct en Afrique. On connaît les arguments employés pour expliquer la faiblesse de cet investissement : insécurité, contraintes fiscales et réglementaires réduisant le retour du capital, décomposition urbaine et mauvaise qualité des équipements et des services...

Il ne faudrait pas, en tout état de cause, que la nécessité impérieuse de sortir du cercle vicieux économique conduise à minimiser le risque social que représente une jeunesse désœuvrée en proie aux plus grandes frustrations mais consciente d'être le détonateur principal du processus démocratique. Les jeunes se reconnaissent aujourd'hui volontiers comme «génération morale», prompte à dénoncer les abus de l'Etat-rentier. Mais ces mêmes jeunes sont prêts à s'engouffrer dans

toutes les brèches : une violence urbaine plus ou moins politisée, des dérives intégristes ou maffieuses, l'idéalisation d'un ailleurs magnifié contre toute évidence... Aucune autre utopie mobilisatrice ne leur est offerte dès lors que même les régimes authentiquement démocratiques se trouvent condamnés, sous l'effet de contraintes multiples, à un réalisme politique strict.

Convaincus de représenter une légitimité sociale majeure face au changement, les jeunes n'accepteront pas d'être selon la belle image du chanteur sénégalais Ismaël Lo, «comme ceux qui poussent la voiture en panne de la démocratie et qui resteront au bord du chemin lorsqu'enfin elle démarrera». Les jeunes maliens ont été aux avant-postes ; ceux de Lomé, de Brazzaville ne sont pas moins mobilisés aujourd'hui mais que dire du désarroi qui gagne la jeunesse là où l'Etat part en friches comme au Libéria ou en Somalie ?

Le colloque a défini un cadre général de réflexion et de proposition qu'il reste maintenant à affiner. Il faut comprendre ce changement social, cette rupture historique dont les jeunes sont les acteurs principaux, pour mieux l'accompagner. C'est seulement de cette manière que l'on pourra dépasser la simple juxtaposition d'actions sectorielles «en direction des jeunes». Ces derniers représentent bien une question globale, sociale et urbaine. Dans les actions programmées, il apparaît bien nécessaire de ne plus considérer la variable démographique comme influençant négativement la croissance. Il importe de mieux l'intégrer aux analyses des comportements et des structures économiques.

On imagine mal comment les pays africains pourraient être acculés à sacrifier plus longtemps sur l'autel des «grands équilibres» l'éducation aujourd'hui compromise des plus jeunes. Les politiques urbaines, en particulier les politiques de développement municipal, doivent aussi bénéficier d'un desserrement des contraintes. Peut-être gagneraient-elles aussi auprès des jeunes à s'assigner un horizon moins étroitement gestionnaire.

On doit, enfin, tout mettre en oeuvre pour favoriser le développement du monde associatif africain et consolider certaines de ses initiatives. L'objectif est bien-sûr de fabriquer de nouveaux «filets sociaux» de protection mais aussi de préparer une autre approche de la *res publica*. Les jeunes africains ne seraient-ils pas, sans qu'on s'en aperçoive, en train de renouveler le rapport entre l'associatif et le politique ? Même si le colloque «Jeunes, ville, emploi» n'avait pas levé ce lièvre, il aurait fait oeuvre utile... surtout si les actions annoncées par le Ministre de la Coopération et du Développement lui donnent les prolongements nécessaires.

Émile LE BRIS
ORSTOM-GDR INTERURBA
Président du Comité scientifique du Colloque